

(Transcription du discours prononcé dans la salle plénière)

Trente-huitième session de la Conférence de la FAO

Discours de Son Excellence Monsieur Moutar Ould Dahi Ambassadeur, Représentant permanent de la République islamique de Mauritanie auprès de la FAO :

Merci beaucoup Monsieur le Président, au nom de Dieu le clément, le miséricordieux, je vous remercie de me donner cette occasion et je remercie Mr José Graziano da Silva pour la très bonne organisation de cette 38ème Session de la Conférence Générale de la FAO.

Au nom du gouvernement de la Mauritanie, je vous réitère notre confiance dans la mise en œuvre du plan de travail et des stratégies que nous allons adopter au cours de cette Session afin de réaliser les objectifs nobles de notre Organisation, à savoir la lutte contre la faim et la malnutrition et de garantir la sécurité alimentaire à tous les peuples du monde.

Excellences, Ministres, Ambassadeurs, Mesdames et Messieurs, le secteur agricole de la Mauritanie a un très grand potentiel. A titre d'exemple, nous avons 513 mille hectares de terrains agricoles dont 135 mille hectares consacrés à l'agriculture irriguée.

Notre ressource animale est très importante. Elle est en constante augmentation, à savoir 19 millions de têtes dont 16 millions d'ovins et de caprins.

Nos ressources en eaux de surface sont aussi très importantes. Elles sont estimées à 11,4 milliards de mètres cube. Nous n'exploitons actuellement que 15 pour cent de cette quantité pour l'agriculture.

Notre littoral est l'un des plus riches au monde en ce qui concerne les poissons, les ressources pélagiques et de surface.

Tout ce potentiel a joué un rôle très important dans notre économie et les chiffres suivants en sont une preuve. Ils participent à 18 pour cent du PNB et sont une source d'emploi pour 23 pour cent de la population active et 60 pour cent du secteur rural vit des activités de ce secteur. Il couvre 100 pour cent de la viande rouge et de la pisciculture, et ceci est une source très importante à l'exportation en devises étrangères et participe aussi à 30 pour cent dans les produits laitiers et les céréales.

Monsieur le Président, malgré tous ces chiffres positifs, il y a un certain nombre d'obstacles:

- Il y a un déficit avéré dans les ressources humaines et dans l'organisation des travailleurs du secteur rural. Il y a également un déficit des ressources financières consacrées à ce secteur.
- Nous ne contrôlons pas suffisamment nos ressources en eau.
- Enfin, il y a un déficit dans l'intensification agricole et son automatisation.

A cette fin, le gouvernement de Mauritanie, depuis 2009 a pris des mesures urgentes pour d'améliorer l'exploitation de ce potentiel.

En entamant des consultations, nous avons revus les textes et nous avons mis en œuvre une stratégie pour remédier au déséquilibres.

Nous avons par exemple réglé les dettes des agriculteurs et des fournisseurs de service dans les secteurs irrigués. Nous avons programmé des activités et des campagnes agricoles. Nous avons subventionné les intrants de certains produits. Nous avons aussi veillé à l'amélioration des services concernant les sols et la vulgarisation d'un très grand nombre de bonification des terres.

Nous avons augmenté tout ce qui concerne l'élevage des volailles ainsi que les cultures de blé, de pommes de terre, d'oignons et de canne à sucre.

Nous avons veillé à la vaccination et à la santé animale afin de parer aux épidémies et aux différentes maladies.

Nous avons aussi amélioré les moyens de transport ; nous avons contrôlé du point de vue sanitaire notre flotte nationale et amélioré l'infrastructure de nos ports et de nos marchés afin qu'ils respectent les normes sanitaires internationales.

Nous avons répondu rapidement aussi aux besoins de nos citoyens et de nos éleveurs notamment en temps de sécheresse et cela selon 3 plans.

Sur la période 2011-2012, le programme connu sous le nom « Espoir 2012 » cherche à renforcer les produits agricoles et vise une distribution gratuite de certains produits alimentaires aux plus pauvres.

Nous avons aussi répondu positivement aux besoins de nos citoyens. Nous avons travaillé avec nos partenaires à la stratégie de 2011 et nous remercions tous nos partenaires, et surtout la FAO, pour tous les efforts qui ont été déployés pour nous aider.

Tout ce que je vous ai cité, a été très encourageant. En effet, nous avons pu valoriser sept pour cent de notre surface agricole. 24 pour cent de ces surfaces ont pris en considération la campagne d'aide aux chômeurs et les autres aux populations locales.

Nous avons également augmenté nos exportations agricoles. Nous avons augmenté la couverture de notre production céréalière de 23 pour cent à 37 pour cent, et en ce qui concerne l'autosuffisance, nous utilisons le riz, un des aliments les plus importants dans notre pays. Il a augmenté de 35 pour cent à 60 pour cent en dix ans.

Nous avons pris aussi en considération la couverture sanitaire de notre ressource animale.

En ce qui concerne les réformes structurelles, nous avons paré au déséquilibre structurel et nous avons voté deux lois, une loi agricole régionale et rurale, afin de définir les rôles de tous les participants dans le secteur agricole. Nous avons aussi mis en œuvre une stratégie afin d'arriver à un développement durable avant 2025 pour promouvoir un développement équilibré et de mettre une fin à l'exode des régions rurales vers les villes.

Cette stratégie se compose de 3 volets, sur 3 étapes : 2013-2015, 2016-2020 et 2021-2025.

Nous visons par cette stratégie tout d'abord le développement des espèces animales et végétales, pour arriver à l'autosuffisance en ce concerne le riz avant 2018, l'exportation de la viande rouge congelée à tous les pays voisins, équilibrer la balance commerciale à l'horizon 2020, et réaliser des excédents d'ici 2025 afin de prendre en considération tous les produits laitiers, les légumineuses et les céréales.

Voilà ce que nous avons fait, c'est une stratégie qui était très réaliste et en même temps très ambitieuse et nous avons mis en œuvre un programme public prioritaire d'exploitation qui est de 417 millions de dollars et qui va de 2013 à 2018.

Et nous avons fourni beaucoup d'efforts afin de mobiliser nos partenaires et la FAO que nous remercions pour leur soutien à ce programme public prioritaire d'exploitation. Nous avons encore besoin d'aide technique, de renforcer nos institutions, de renforcer nos recherches agricoles et de mobiliser tous nos partenaires internationaux.

Nous espérons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, que l'Organisation déploiera tous ses efforts afin d'aider la Mauritanie pour lutter contre la famine et l'insécurité alimentaire, afin de réaliser les ambitions de notre peuple et cela en concordance avec les grands objectifs de cette Organisation.

Nous vous remercions, Monsieur le Président, nous remercions Monsieur Da Silva ainsi que toutes ses aides, pour ces résultats qui découlent de sa présidence et nous espérons que tous les projets de travail à court et moyen termes porteront leurs fruits.

Je vous remercie de votre attention.